

## Certificat en droit social - 4757

### CRÉDITS :

30 crédits, Premier cycle

### DIPLÔME :

Certificat en droit social

### OBJECTIFS :

Objectif général

Acquérir des connaissances et des habiletés en droit social qui s'appliquent au marché du travail.

Objectifs spécifiques

Développer des connaissances en regard des normes, des processus, des dispositifs légaux et réglementaires ainsi que de l'environnement juridique des organisations;

Appliquer ces connaissances dans la pratique du travail;

Développer des compétences, l'autonomie et la polyvalence dans le domaine du droit social.

### INFORMATION SUR L'ADMISSION :

Lieu d'enseignement	Régime	Trimestres d'admission			Étudiants étrangers		
		Aut.	Hiv.	Été	Aut.	Hiv.	Été
Campus de Rimouski	TP	Démarrage par cohorte					
Campus de Lévis	TP	Démarrage par cohorte					

TP : Temps partiel

### CONDITIONS D'ADMISSION :

#### Base collégiale

Être titulaire d'un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent.

De plus, la candidate ou le candidat qui ne peut faire la preuve de ses compétences linguistiques en français selon les critères de la "Politique relative à la maîtrise du français au premier cycle" devra se soumettre à un examen institutionnel de français, après avoir reçu une convocation à cet effet. En cas d'échec à l'examen, la réussite d'un cours de français fonctionnel sera exigée et l'inscription à ce cours est obligatoire dès le trimestre suivant.

#### Base études universitaires

Avoir réussi un minimum de cinq (5) cours universitaires (15 crédits) au moment du dépôt de la demande d'admission.

De plus, la candidate ou le candidat qui ne peut faire la preuve de ses compétences linguistiques en français selon les critères de la "Politique relative à la maîtrise du français au premier cycle" devra se soumettre à un examen institutionnel de français, après avoir reçu une convocation à cet effet. En cas d'échec à l'examen, la réussite d'un cours de français fonctionnel sera exigée et l'inscription à ce cours est obligatoire dès le trimestre suivant.

#### Base expérience

Expérience de travail : posséder des connaissances appropriées et une expérience d'au moins deux (2) ans, dont une (1) en continue, dans un domaine connexe à l'administration.

De plus, la candidate ou le candidat qui ne peut faire la preuve de ses compétences linguistiques en français selon les critères de la "Politique relative à la maîtrise du français au premier cycle" devra se soumettre à un examen institutionnel de français, après avoir reçu une convocation à cet effet. En cas d'échec à l'examen, la réussite d'un cours de français fonctionnel sera exigée et l'inscription à ce cours est obligatoire dès le trimestre suivant.

### PLAN DE FORMATION :

#### Tronc commun DROIT GÉNÉRAL

ADM15120	Droit judiciaire (3 cr.)
ADM15220	Théorie des obligations (3 cr.)
ADM15320	Droit et responsabilité civile et professionnelle (3 cr.)
ADM15420	Droit du travail et de la santé et de la sécurité (3 cr.)
ADM15520	Droit des administrations publiques (3 cr.)

#### Approfondissement DROIT SOCIAL

ADM16120	Droit des personnes, de la famille et des successions (3 cr.)
ADM16220	Droit des coopératives et des corporations à but non lucratif (3 cr.)
ADM16320	Droit social (3 cr.)
ADM16420	Droit des consommateurs (3 cr.)
ADM16520	Droit de la santé et des services sociaux (3 cr.)

Création de programme approuvée lors de la CE du 6 octobre 2020 (CE-564-7181) et du CA du 20 octobre 2020 (CA-729-8874).

**ADM15120****Droit judiciaire**

**Objectif** : Comprendre l'environnement juridique au Québec, le fonctionnement des tribunaux, les étapes d'une cause civile et les modes alternatifs de solution de conflits.

**Contenu** : Sources du droit. Recherche juridique. Organisation judiciaire des tribunaux. Tribunaux civils, administratifs, criminels, pénaux. Déroulement d'un procès au civil, jugement, appel. Médiation, conciliation, arbitrage.

**ADM15220****Théorie des obligations**

**Objectif** : Comprendre les concepts et les principes relatifs aux éléments constitutifs, aux sources, aux espèces et aux effets des obligations, soit l'exécution et les modalités des obligations ainsi que la transmission et l'extinction des obligations.

**Contenu** : Les parties, relation créancier-débiteur, objet et cause. Devoirs de résultats, moyens, renseignements. Acte juridique, fait juridique, loi, gestion d'affaires, réception de l'indu, l'enrichissement injustifié. Obligation conditionnelle, à terme, clause pénale, divisible, indivisible, conjointe, solidaire, alternative, facultative. Cession de créance, subrogation, novation, délégation. Paiement, exécution de l'obligation, arrivée du terme extinctif, novation, remise, prescription, compensation, confusion, cas de force majeure, prescription extinctive.

**ADM15320****Droit et responsabilité civile et professionnelle**

**Objectif** : Comprendre les principes et les notions de base de la responsabilité contractuelle, extracontractuelle et professionnelle en vigueur en droit québécois.

**Contenu** : Régime de responsabilité. Indicateurs entraînant la responsabilité civile. Présomption de faute en responsabilité extracontractuelle. Mise en œuvre du droit à l'exécution de l'obligation. Atténuations de la responsabilité civile. Moyens d'exonération. Responsabilité et indemnisation sans faute. Extinction. Responsabilité et assurances. Responsabilité professionnelle. Code de déontologie. Faute et sanction disciplinaire. Processus de gestion des conflits et des plaintes.

**ADM15420****Droit du travail et de la santé et de la sécurité**

**Objectif** : Comprendre les principes et les notions du droit individuel, du droit collectif et de la santé et de la sécurité au travail.

**Contenu** : Partage des compétences législatives. Contrat individuel de travail. Contrat collectif de travail. Charte des droits et libertés de la personne. Charte

canadienne des droits et libertés. Loi sur les normes du travail. Loi sur la santé et la sécurité du travail. Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

**ADM15520****Droit des administrations publiques**

**Objectif** : Comprendre les principes et les notions du droit des administrations publiques.

**Contenu** : Partage des compétences législatives. Analyse de la hiérarchie des sources du droit. Rôle et place du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Interprétation et application jurisprudentielle de la « Charte canadienne des droits et libertés », de la « Charte des droits et libertés de la personne ». Pouvoirs des autorités administratives. Notion et pouvoir d'exercice du pouvoir discrétionnaire. Actes réglementaires. Délégation des pouvoirs des autorités administratives. Principe, contenu et mise en œuvre de la légalité administrative. Interprétation des lois.

**ADM16120****Droit des personnes, de la famille et des successions**

**Objectif** : Comprendre les principes et les notions de base spécifiques du droit des personnes, de la famille et des successions.

**Contenu** : Personnalité juridique et ses attributs. Incapacités et mécanismes de protection. Mariage et union civile. Régimes matrimoniaux. Effets de la dissolution. Donations. Incidence du mariage / union civile et les lois sociales. Filiation biologique et adoptive. Autorité parentale. Successions.

**ADM16220****Droit des coopératives et des corporations à but non lucratif**

**Objectif** : Comprendre les principes et les notions de base liés aux règles de structuration et de fonctionnement des coopératives et des corporations sans but lucratif (OBNL).

**Contenu** : Association non personnifiée. Corporations à but non lucratif : constitution, organisation, structure administrative, membres, assemblées et réunions, administratrices/administrateurs, financement, fusion, dissolution et liquidation. Loi sur les coopératives : constitution, organisation, capacité, capital social, membres, assemblée des membres, administratrices/administrateurs, comité et dirigeantes/dirigeants, fusion, liquidation et dissolution. Les coopératives de consommatrices et de consommateurs, d'habitation, en milieu scolaire, de travail, de travailleuses et travailleurs actionnaires et de solidarité.

**ADM16320****Droit social**

**Objectif** : Identifier les principaux dispositifs juridiques mise en place pour répondre aux politiques sociales

(programmes d'assurance et d'assistance sociales).

**Contenu** : Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale. Incidence des chartes des droits et libertés sur les droits des prestataires. Droit du logement. Copropriété. Coopérative d'habitation. Code du bâtiment. Règlements municipaux. Régie du logement. Droit de la sécurité de la vieillesse et de la retraite. Loi sur l'assurance-emploi. Législations relatives aux régimes publics et privés de retraite. Loi sur la protection de la jeunesse. Loi sur l'aide juridique. Recours administratifs et judiciaires.

**ADM16420****Droit des consommateurs**

**Objectif** : Comprendre le champ d'application de la Loi sur la protection du consommateur et de l'Office de la protection du consommateur.

**Contenu** : Loi sur la protection du consommateur, règlements, Office de la protection du consommateur. Code civil du Québec. Conditions de formation du contrat, garanties, lésion, pratiques interdites. Comptes en fiducie. Vente : itinérante, à distance, à tempérament, à crédit. Service, louage à long terme. Vente de véhicules usagés. Cartes prépayées, vente électronique ou en ligne. Droit de résolution, rétro facturation, paiements, intérêts. Plainte, poursuite.

**ADM16520****Droit de la santé et des services sociaux**

**Objectif** : Interpréter les lois du secteur de la santé et les droits des usagers dans le réseau de la santé et des services sociaux.

**Contenu** : Lois et organismes visés. Droit à la confidentialité. Hébergement et consentement aux soins, usagers inaptes, rédaction de directives médicales. Gratuité des soins. Soins de fin de vie : palliatifs, aide médicale à mourir, directives médicales anticipées. Protecteur du citoyen, plaintes, litiges, compensation. Application de lois particulières lors de circonstances exceptionnelles.